



Bulletin FrancoPaix

Vol. 1, no. 4 – Avril 2016

Élections présidentielles à Djibouti: enjeux et défis d'une réélection annoncée¹

Par Sonia Le Gouriellec

Résumé exécutif

- Ismaël Omar Guelleh a été réélu le 8 avril 2016, dès le premier tour, pour un quatrième mandat avec 87,07% de voix exprimées et un taux de participation de 68,96%
- L'existence de six candidats dans le jeu électoral apparaît comme une compétitivité de façade. Ce modèle d'élections, à parti dominant et non compétitif, est particulièrement répandu dans les pays en développement.
- Pour le régime, de nombreux défis restent à relever : préparer la succession du président, et les élections législatives de 2018, offrir au pays une croissance et du développement.
- Le discours sur l'ordre et la stabilité du président en place, dans une région conflictuelle, lui permet de faire diminuer la pression de démocratisation des États occidentaux et des institutions internationales.

Dans « L'Utopie », Thomas Moore décrit un petit État comme étant l'organisation idéale. Il est vrai que les recherches sur les gouvernances démocratiques tendent à démontrer que les petits États ont plus tendance à être gouvernés démocratiquement que les grands États². Des travaux plus récents, basés sur des études de cas, nuancent ces

[Colloque inaugural](#) - 9 et 10 mai 2016

La résolution des conflits en Afrique de l'Ouest : Ordre, Violence, Légitimité

Dans le cadre du 20^e anniversaire de la Chaire Raoul-Dandurand et du 10^e anniversaire de ses Écoles d'été, le Centre FrancoPaix est fier d'organiser son colloque inaugural qui aura lieu les 9 et 10 mai 2016 à l'Université du Québec à Montréal. Lors de la soirée d'inauguration à la Bibliothèque et Archives Nationales du Québec – Vieux-Montréal, Clément Duhaime présentera « Bilan et perspectives de la prévention et résolution des conflits en Francophonie ».

Le colloque sera l'occasion où le Groupe de travail sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest du CFP présentera un document d'orientation sur la sortie de crise au Mali et deux rapports d'analyses sur les opérations de paix et celui sur les anxiétés électorales en Afrique de l'Ouest. Une troisième séance discutera des défis particuliers que représente le terrorisme pour la résolution des conflits. Le colloque réunira également des personnalités de haut niveau de l'Organisation des Nations unies et de l'OIF.

Table des matières

1. Annonce du colloque annuel
2. *Élections présidentielles à Djibouti: enjeux et défis d'une réélection annoncée* par Sonia Le Gouriellec
3. Nouvelles et annonces

résultats. Ils essaient de comprendre les conséquences d'une population réduite sur la nature démocratique des régimes³. Ces travaux permettent d'analyser les résultats des dernières élections présidentielles à Djibouti. Après trois ans de crise entre le régime et l'opposition de l'Union pour le Salut National (USN)⁴, Ismaël Omar Guelleh a été réélu le 8 avril 2016, dès le premier tour, pour un quatrième mandat avec 87,07% de voix exprimées et un taux de participation de 68,96%. Le Président réélu peut s'appuyer sur une réelle légitimité électorale pour entamer son nouveau quinquennat et la situation politique djiboutienne semble se normaliser. Cependant, plusieurs facteurs tempèrent cette vision optimiste. Ces élections permettent à la fois de mettre en perspective la dimension autoritaire du pouvoir dans un petit État de moins d'un million d'habitants, mais également d'expliquer en quoi elles n'étaient pas véritablement compétitives. D'après Hayward, une élection est compétitive lorsque le résultat n'est pas prédéterminé et que les électeurs ont un choix clair entre les partis⁵.

Une élection en apparence compétitive

Les élections du 8 avril semblent s'être déroulées sans irrégularité majeure. Le Conseil Constitutionnel a proclamé le 19 avril que l'élection s'était déroulée « dans le calme et la sérénité ». Cependant, les mécanismes d'observation mis en place par la communauté internationale ont été limités par leur nombre et leur efficacité. Si des observateurs de l'Union africaine, de la Ligue des États arabes et de l'Autorité intergouvernementale sur le développement (IGAD) étaient présents, l'Union européenne n'a pas été autorisée à envoyer sa mission d'experts. Quelques jours avant l'élection, le Président djiboutien affirmait : « Les experts sont des gens qui n'ont aucune responsabilité et qui produisent des rapports n'engageant qu'eux-mêmes. Ce que nous voulons ce sont des observateurs »⁶. L'Organisation internationale de la Francophonie n'avait pas non plus d'observateur.

L'élection a-t-elle offerte aux électeurs un choix ? Outre le président sortant, les électeurs pouvaient choisir parmi cinq candidats : deux issus de la coalition USN⁷ et quatre candidats indépendants. Ces candidats indépendants ont été qualifiés de faibles et leurs résultats confirment ce jugement (totalisant à eux quatre moins de 6% des suffrages). En théorie, les élections doivent aussi permettre une *liberté* de choix, il convient donc aussi d'étudier le processus politique en amont de la campagne électorale et le processus de mobilisation politique. Les électeurs djiboutiens avaient certes le choix entre plusieurs candidats mais dans la pratique le parti présidentiel, le Rassemblement populaire pour le progrès (RPP), est dominant et le candidat au pouvoir a l'avantage de disposer, sans limites, des moyens de l'État pour mener sa campagne. L'existence des autres candidats dans le jeu électoral apparaît comme une compétitivité de façade. Ce modèle d'élections, à parti dominant et non compétitif, est particulièrement répandu dans les pays en développement. En réalité, peu d'États dans le monde organisent des élections réellement compétitives. Néanmoins, plus qu'ailleurs, l'élection djiboutienne est révélatrice de la petitesse de l'État, de son corps électoral, et de ses ressources réduites.

Des caractéristiques électorales propres aux petits États

Les résultats des recherches sur les petits États font apparaître des caractéristiques que l'on retrouve dans le cas djiboutien : la domination de l'exécutif et une compétition peu idéologique et fortement personnifiée.

L'exécutif assume une position dominante sur les autres institutions politiques.

À Djibouti, le régime est présidentiel et le Président assume les fonctions de chef de l'État, de chef de gouvernement et de chef de parti. L'équilibre des pouvoirs est affecté par ce poids de l'exécutif. Les autres institutions, qui manquent de ressources propres, dépendent

financièrement de l'exécutif. Le débat public est également touché par ce déséquilibre. Ainsi, la dernière campagne électorale a été marquée par l'absence de véritables discussions des questions politiques majeures. Il n'existe d'ailleurs pas de médias indépendants et le journal *La Nation* fait office de vecteur de communication du régime. Le pays est classé à la 172^e place (sur 180) du classement 2016 de Reporters sans frontières sur la liberté de la presse. L'élection de 2016 a été entachée par plusieurs affaires liées à des arrestations ou des refus d'agrément de journalistes étrangers (*Le Monde*, *RFI*, *BBC*, *Financial Times*). Le débat public s'est encore plus restreint les semaines qui ont précédé l'élection.

À la suite des attentats de Paris et de Bamako en novembre 2015, un décret daté du 25 novembre 2015 déclarait l'état d'urgence reconduit par la suite jusqu'aux élections présidentielles ce qui a eu des conséquences sur le déroulement de la campagne. Dans ce contexte, des tensions communautaires entre clans ont été exacerbées. Historiquement, il existe toujours une opposition forte entre les communautés Afar et Issa. Ainsi, avant les élections les heurts entre forces de l'ordre et troupes du Front pour la restauration de l'unité et la démocratie (FRUD) se sont multipliés⁸. Le pouvoir se resserre également autour du sous-clan Issa Mamassan. Un affrontement le 21 décembre 2015 au sein du clan Issa entre des membres du sous-clan des Yonis Moussa, réunit pour une cérémonie religieuse, et les forces de l'ordre a crispé une situation déjà très tendue⁹. Ainsi, le jeu politique se « clanise », ce qui est porteur de déséquilibres car le clan au pouvoir peut redistribuer de façon inégalitaires les prébendes de l'État. D'après Wouter Veenendaal, si les citoyens perçoivent la politique comme une compétition personnifiée, on peut en déduire que leur comportement électoral est lui aussi guidé par des préoccupations identitaires et clientélistes. L'un des futurs enjeux sera pour le pouvoir d'intégrer toutes les communautés dans le jeu

politique, en évitant les tentations népotistes qui pourraient faire du Président un chef de clan plus qu'un chef d'État.

La compétition politique djiboutienne se fonde sur la personnalité des candidats plutôt que sur des différences de programmes ou d'idéologie.

Dans ce contexte, les partis d'opposition apparaissent uniquement comme des vecteurs de promotion des intérêts personnels des hommes politiques. Les désaccords entre les partisans se fondent sur l'identité des candidats qu'ils soutiennent plus que sur de réelles divergences idéologiques. Ainsi, lors de la campagne électorale, le Président-candidat dénonçait l'absence de programme de ses adversaires et leur propension à créer le désordre et le chaos. Le régime revendique une certaine stabilité, une « ressource » que vend Djibouti aux nombreux États hébergés sur son territoire (France, États-Unis, Union européenne, Italie, Japon, et bientôt la Chine et l'Arabie Saoudite). Ce discours sur l'ordre et la stabilité dans une région conflictuelle lui permet de faire diminuer la pression de démocratisation des États occidentaux et des institutions internationales. Les élites djiboutiennes présentent leur pays comme un rempart contre « l'anarchie à venir ». La stabilité du régime et sa force coercitive sont particulièrement appréciées au regard des voisins que les acteurs internationaux considèrent comme « faillis ».

Jean-François Bayart a qualifié cette stratégie « d'extraversion », qu'il définit comme « la fabrication et la captation d'une véritable rente de la dépendance » ou la « mobilisation des ressources que procurent les rapports - éventuellement inégal - à l'environnement extérieur ». Bayart évoque une « dépendance comme mode d'action »¹⁰. D'après lui, « l'assujettissement est bien une forme d'action » que les élites dirigeantes tentent de transformer en rente à travers l'élaboration de stratégies d'extraversion¹¹. Cette stratégie est un moyen de légitimer leur pouvoir politique,

de se rendre indispensable aux regards des acteurs extra-africains. Elle est reprise par des États comme l'Ouganda, le Burundi avec leurs déploiements en Somalie, ou encore le Tchad qui apparaît comme un acteur incontournable pour résoudre les conflits dans sa région. Cette forte implication militaire, à travers la participation aux opérations de maintien de la paix permet au président tchadien Idriss Deby Itno, d'accroître son emprise sur la vie politique et économique de son pays sans craindre de contestations de ses partenaires internationaux¹².

De son côté, l'opposition djiboutienne dénonce un système patrimonial et clientéliste et appelle à l'alternance après dix-sept ans de régime. De plus, elle a entamé cette campagne particulièrement affaiblie. En septembre 2015, Ismaïl Guedi Hared, vice-président de l'USN, disparaissait. Ce dernier avait œuvré à la signature de l'accord négocié avec le pouvoir en décembre 2014. Il laisse derrière lui une coalition divisée sur la stratégie à mener. Daher Ahmed Farah (DAF), le porte-parole de l'USN, prônait le boycott des élections si le pouvoir ne respectait pas l'une des dispositions de l'accord-cadre de décembre 2014, à savoir la composition d'une nouvelle Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI). Le boycott est l'une des seules marges de manœuvre de l'opposition. Elle l'a utilisé à toutes les élections pendant une décennie (2003 – 2012). Les élections de 2016 sont-elles parvenues à mettre un terme à la crise politique qui paralyse la vie politique depuis trois ans ? Lors de l'élection présidentielle d'avril 2016, l'USN a présenté deux candidats : son vice-président, Omar Elmi Khaireh (chef du Centre des démocrates unifiés), et le président du Parti Djiboutien pour le Développement (PDD), Mohamed Daoud Chehem.

Djibouti après les élections présidentielles

Steph Matti et Claire Metelits ont exposé la trajectoire du régime djiboutien: entre 1999 et 2006 le régime peut être qualifié

d'« autoritaire compétitif », avant de devenir plus autoritaire en 2006 et pleinement autoritaire à partir de 2011¹³. Les élections présidentielles du 8 avril confirment les travaux universitaires sur les institutions démocratiques et leur participation à la résilience des régimes autoritaires.

Si le président Ismaël Omar Guelleh est reconduit pour un quatrième mandat, de nombreux défis restent à relever. Le premier sera pour lui de préparer sa succession et les premières tendances apparaîtront lors des élections législatives de 2018. Pour éviter que les contestations de 2013 se reproduisent, il s'agira de suivre l'évolution du découpage des circonscriptions. L'autre défi sera également de mettre en œuvre les mesures de l'accord-cadre de 2014. L'opposition devra quant à elle se reconstruire et évaluer sa capacité de mobilisation de la population. Elle devra remettre en question sa stratégie de boycott jusqu'alors privilégiée. Elle devra également interroger la présence au sein de sa coalition de partis comme le Mouvement pour le Développement et la Liberté (MoDeL)¹⁴, non légalisé par le ministère de l'Intérieur, qualifiés d'islamistes, et qui peut effrayer les partenaires étrangers. Cette situation est d'autant plus handicapante que le régime peut capitaliser sur cette crainte des islamistes pour discréditer ses opposants. Le président devra également s'attaquer au défi du développement. On observe actuellement une forte croissance – 6% en 2014 et 7 % prévue entre 2015 et 2019 – mais sans création d'emploi ni répartition des richesses.

Enfin, Djibouti illustre parfaitement le paradoxe d'une cité-État dont le contrôle est essentiel aux puissances du système international qui doivent s'accommoder de cette situation autoritaire. Avec l'internationalisation du petit territoire, les partenaires sensibles aux problématiques de la démocratisation ont de moins en moins de moyens de pression.

Dr Sonia Le Gouriellec est chercheur à l'Institut de Recherche Stratégique de l'École militaire (IRSEM).

¹ Avertissement: Les opinions émises dans ce document n'engagent que les auteurs. Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la Défense français.

² Dag Anckar, « Small Is Democratic, But Who Is Small? », *Arts and Social Sciences Journal*, Volume 2010 ; Henry Srebrnik, « Small Island Nations and Democratic Values », *World Development*, 2004, 32, pp.329-341 ; Robert A. Dahl, Edward R. Tufte, *Size and Democracy*, Stanford, Stanford University Press, 1973, pp.12-16.

³ Wouter Veenendaal, *Politics and Democracy in Microstates*, Routledge, 2015.

⁴ Coalition de huit partis née après les élections législatives de 2013.

⁵ Fred M. Hayward, (dir.), *Elections in Independent Africa*, Boulder, Londres, Westview Press, 1987.

⁶ Interview d'Ismaël Omar Guelleh, « Les Djiboutiens m'ont interdit de partir », *Jeune Afrique*, n° 2880, 20 au 26 mars 2016, p.34.

⁷ D'autres partis et personnalités de cette opposition avaient appelé au boycott comme le porte-parole de l'USN, Daher Ahmed Farah (dit « DAF »).

⁸ Mohamed Kadamy Youssouf, « Trois voitures utilisées par l'armée de Djibouti ont été incendiées par le FRUD à proximité de Tadjourah », *Arhotabba*, 2 octobre 2015, (en ligne) consulté le 13 avril 2016, <http://arhotabba.com/trois-voitures-utilisees-par-larmee-de-djibouti-ont-ete-incendiees-par-le-frud-a-proximite-de-tadjourah/>

⁹ Cet affrontement aurait fait 7 morts et 86 blessés selon le gouvernement, 29 et 52 blessés selon la Ligue djiboutienne des droits humains (LDDH).

¹⁰ Jean-François Bayart, « L'Afrique dans le monde: une histoire d'extraversion », *Critique Internationale*, 1999, n°5, pp. 97 - 120.

¹¹ Jean-François Bayart, « Fait missionnaire et politique du ventre: une lecture foucauldienne », *Le fait missionnaire* (Lausanne), 1998, pp. 9 - 38.

¹² On lira également l'article de Cédric Jourde sur la rhétorique de la stabilité en Mauritanie et en Guinée : Cédric Jourde, "The International Relations of Small Neauthoritarian States: Islamism, Warlordism, and the Framing of Stability", *International Studies Quarterly*, 2007, 51, pp. 481-503.

¹³ Stéphanie Matti et Claire Metelits, « Deserting Democracy: Authoritarianism and Geo-strategic Politics in Djibouti », Papier du panel « Democracy and Security in Africa », ISA's 55th Annual Convention, Toronto, 2014.

¹⁴ Ce parti revendique les valeurs de l'islam pour gouverner la société. On lira : Aden Omar Abdillahi, « La dimension politique de l'islam à Djibouti », *Observatoire des Enjeux Politiques et Sécuritaires dans la Corne de l'Afrique*, note 1, février 2014.

Nouvelles

- Un nouveau Groupe de travail sur la résolution des conflits dans le cadre du Centre FrancoPaix sera dirigé par Geneviève Parent (U. Saint-Paul) et Bruno Charbonneau.
- Bruno Charbonneau a présenté « Quels futurs pour le contre-terrorisme, le maintien de la paix et la gouvernance sécuritaire en Afrique de l'Ouest? » dans le cadre du deuxième Symposium annuel du [Réseau international sur la paix et la sécurité en Afrique de l'Ouest](#) les 28 et 29 avril 2016 au Kofi Annan International Peacekeeping Training Centre à Accra, Ghana.
- L'équipe de recherche formée de Cédric Jourde (U. Ottawa), Muriel Gomez-Perez (U. Laval) et Marie Brossier (U. Laval), ainsi que du collaborateur G.T. Fah (U. de Ngaoundere), a obtenu une subvention Savoir du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada pour le projet "Mosquées, Hâjj, et partis politiques au Sahel et en Afrique centrale: figures de la réussite et entrepreneuriat religieux". Ce projet comparera la trajectoire des entrepreneurs religieux du Sénégal, du Burkina Faso et du Cameroun.
- Julien Tourreille a publié le 3 mai 2016 dans le journal Le Devoir l'article [« Sécurité internationale : La francophonie n'est pas à blâmer »](#).
- Bruno Charbonneau et Jonathan Sears ont réalisé des recherches de terrain en avril 2015 à Paris, Bruxelles et Accra dans le cadre du projet CRSH « A New Theory of Post-Conflict Governance: Transforming the State at the Security-Development Nexus of Intervention ».
- Les [Écoles d'été de la Chaire Raoul-Dandurand](#) sur les opérations humanitaires (2 au 7 mai 2016) et les missions de paix des Nations unies (9 au 14 mai 2016) se déroulent actuellement. Les Écoles sont offertes aux étudiant(e)s de toutes les universités canadiennes, ainsi qu'aux professionnels nationaux et internationaux.

Le [Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix](#) a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie. Le CFP est financé en partie par l'Organisation internationale de la Francophonie. Chaire Raoul-Dandurand | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville
Montréal (Québec) Canada H3C 3P8
Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca

dandurand.uqam.ca